

Les mystères et les réalités démographiques de la France

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

Les résultats du 33e recensement organisé en 1999 sont arrivés dans un climat totalement différent de celui du précédent de 1991. En effet, après la publication des données du recensement de 1990, les commentaires avaient été nombreux.

Les responsables politiques de la majorité comme de l'opposition avaient examiné les chiffres pour nourrir leur réflexion et même leurs décisions politiques. En particulier, le Premier ministre Édith Cresson et le Sénat, avec la mise en place d'une mission d'information ad hoc, avaient réveillé une belle endormie, la politique d'aménagement du territoire .

La surprise du 33e recensement

En revanche, les résultats du recensement de 1999, après la publication en juillet 1999 des chiffres provisoires, ont été suivis d'une quasi-absence de commentaires. La parution fin décembre des chiffres de populations légales des communes n'a donné lieu à aucune information dans la presse nationale, alors que ces données concernent tous les Français, puisque les recettes budgétaires de la commune où ils résident en dépendent. Comment expliquer ce silence assourdissant, alors que le recensement aurait dû faire la une des médias compte tenu de la grande surprise qu'il révélait : plus de 500000 habitants ont disparu par rapport à l'estimation la plus proche qui l'a précédé. Que la France ait donc un demi million d'habitants de moins que prévu, comme si l'on avait rayé brutalement une grande agglomération comme Strasbourg, Nice ou Grenoble, ou fait disparaître la population entière d'un département comme la Sarthe, l'Ain ou la Côte d'Or, ne serait pas une information.

Cette " disparition " de 500 000 habitants n'est pourtant pas une invention. Un mois avant le 33e recensement, l'Insee annonce : " La France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1er janvier 1999 ". L'Insee affiche précisément le chiffre de 58966800 habitants, mais précise " qu'il faudrait ajouter 100000 personnes à cette estimation ", pour tenir compte des deux tiers des demandes de régularisation faites par les étrangers non comptabilisés dans les estimations précédentes. Aussi les médias citent abondamment, comme une excellente nouvelle, cette progression à 59 millions de la population de la France métropolitaine.

Patatras ! Lorsqu'arrive en juillet 1999 le premier décompte national , l'Insee ne trouve que 58416300 habitants au 8 mars 1999, soit un chiffre inférieur de plus de 500000 au décompte escompté, en tenant compte des régularisations et de l'évolution démographique du 1er janvier 1999 à la date du recensement du 8 mars 1999, soit environ 37 000 personnes supplémentaires au titre du solde naturel. Dans un pays qui ne dispose pas de système d'information régulier d'enregistrement des flux migratoires, des différences entre les estimations et les résultats sont possibles, mais personne ne pouvait imaginer un tel écart. Outre cette différence de 500000 habitants, l'inquiétant est l'absence totale d'explication, qu'il faut sans doute interpréter comme un grand embarras.

Six mois plus tard, en janvier 2000, l'Insee, avec les chiffres officiels de populations légales des communes, finalise le premier décompte provisoire et indique 58518748 habitants à la date du dernier recensement. Même s'il réduit légèrement l'écart, ce nouveau chiffre confirme la grande surprise du dernier recensement tout en conduisant à un retournement statistique. Avec le chiffre provisoire de 58416300, la France, pour la première fois de son histoire statistique, aurait enregistré, de 1990 à 1999, un déficit migratoire. Ceci semblerait contradictoire tant avec différents constats qu'avec les travaux les plus sérieux concernant les flux migratoires . Comment imaginer que la France aurait un déficit migratoire alors que, par exemple, " l'immigration non européenne a augmenté de 55 % entre 1997 et 1998 " ?

Le changement de 58416300 à 58518748 écarte donc le caractère négatif du solde migratoire, conduit à un solde positif, mais d'un niveau tellement faible que sa fiabilité demeure contestable. Faute d'explication sur cette " disparition " de 500000 habitants, nous en sommes réduits à des conjectures qui conduisent à trois réflexions.

1/ Cette " disparition " ne semble pas devoir résulter du mouvement naturel, donc d'un sous-enregistrement des naissances ou des décès, car il est acquis que la France conserve globalement un état-civil de qualité.

2/ Cette " disparition " ne semble pas devoir résulter d'un solde migratoire qui serait devenu négligeable. Il est en effet entré en France au moins 700000 résidents permanents de 1990 à 1999, comme l'attestent différentes statistiques, à commencer par celles portant sur l'admission de travailleurs, entrés librement au titre de la libre circulation des personnes dans les pays de l'Espace économique européen (eee) ou dans le cadre des réglementations concernant les pays tiers non membres de l'eee. Il s'agit ensuite des réfugiés statutaires, et des personnes admises au titre du regroupement familial. Enfin, la France admet ce qui est appelé des " visiteurs ", comme par exemple des étudiants. À ces entrées licites s'ajoutent des entrées illicites qui peuvent partiellement être estimées par la chiffres de la régularisation instaurée en 1997.

3/ Ce qui précède conduit à deux possibilités d'explication. Même s'il est acquis que l'émigration n'a pu porter que sur 600 ou 700000 personnes, car les consulats français à l'étranger en auraient constaté les effets, on peut s'interroger sur les Français quittant l'Hexagone compte tenu des conditions politiques de l'environnement économique français, une sorte de " nouvelle révocation de l'Édit de Nantes ". Avec l'internationalisation de l'économie et le caractère de " société bloquée " des réglementations françaises, il semblerait qu'un nombre croissant de Français partent offrir leur force de travail ou créer des activités à l'étranger.

Une seconde explication réside dans une sous-évaluation du recensement de 1999. Par exemple, comment expliquer autrement l'importance du retournement du Val d'Oise dont le taux annuel migratoire moyen 1982-1990 était de +0,67 %, et serait passé à -0,37 % de 1990 à 1999 ?

En dépit de cette énorme surprise sur l'évolution nationale qui mériterait de retenir davantage l'attention des responsables publics, il ne faut pas refuser d'analyser les résultats territoriaux du recensement, même si ce dernier n'est pas parfait à 100 %. Autrement dit, les résultats régionaux du recensement doivent être considérés globalement fiables. Ils dessinent plusieurs France : celle des métropoles, celle des cordons littoraux, celle des frontières Est et Sud-Est, celle du dépeuplement... Le recours à des néologismes est parfois nécessaire pour comprendre les fractures territoriales qui, partout, s'accroissent, avec des écarts croissants entre les régions et à l'intérieur des régions.

Le ralentissement démographique

Les chiffres publiés depuis le recensement du 8 mars 1999 mettent d'abord en évidence la perte de vitalité démographique de la France. Additionnant les effets du mouvement naturel et ceux du mouvement migratoire, le ralentissement démographique de la France métropolitaine est net : une moyenne de 0,35 % par an de 1990 à 1999, contre 0,51 de 1982 à 1990, soit une baisse de 31 %. En considérant en outre les départements d'outre-mer, l'importance de la baisse est semblable, les données tombant de 0,55 % à 0,38 %.

Quatre régions enregistrent une diminution de leur population. L'Auvergne perd 14000 habitants, le Limousin 13000, la Champagne-Ardenne 6500 et la Bourgogne 200. En revanche, la Haute-garonne (120300), l'Hérault (101400), la Loire-Atlantique (79800), le Var (78400), l'Isère (74400), les Bouches-du-Rhône (73300), la Gironde (71300), le Bas-Rhin (70 600), l'Ille-et-Vilaine (66000) enregistrent des gains démographiques.

Le freinage de l'accroissement naturel

Concernant le taux d'accroissement naturel annuel moyen (natalité moins mortalité) entre les recensements de 1990 et 1999, il est en baisse de 12 %, au taux de 0,36 % contre 0,41 %, de 1982 à 1990. Cette diminution est due exclusivement à la natalité, puisque la mortalité est restée très basse en raison de

l'augmentation de l'espérance de vie. En ajoutant les quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), le taux français moyen se révèle légèrement plus élevé (0,39 % au lieu de 0,36 %), mais également en diminution.

Le taux d'accroissement naturel moyen 1990-1999 est fort différent selon les régions et les départements. Deux régions (l'Auvergne et le Limousin) enregistrent un taux négatif, c'est-à-dire un excédent des décès sur les naissances. Vingt-huit départements sont également en négatif, deux de plus que dans la précédente période intercensitaire 1982-1990. En effet, le Tarn-et-Garonne, dont le taux d'accroissement était négatif de 1982 à 1990 (-0,03 %), est devenu légèrement positif de 1990 à 1999 (+0,01 %), en raison de sa proximité avec l'aire toulousaine. En revanche, trois départements qui comptaient plus de naissances que de décès pendant la période 1982-1990 ont eu plus de décès que de naissances de 1990 à 1999 ; il s'agit de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Saône-et-Loire. Les chiffres négatifs les plus notables du taux d'accroissement naturel des vingt-neuf départements s'enregistrent en Creuse (-0,59 %), dans le Cantal (-0,58 %), la Nièvre (-0,40 %) et en Ariège (-0,38 %).

Le taux d'accroissement naturel s'avère supérieur à la moyenne nationale dans les départements bénéficiant d'une structure par âge favorable et de population ayant une fécondité supérieure à la moyenne. Le taux le plus élevé se constate donc en Seine Saint- Denis (1,01 %), précédant le Val-d'Oise (0,92 %) et l'Essonne (0,88 %). Même Paris avec 0,55 %, dispose d'un taux supérieur à la moyenne nationale. Hormis les huit départements de l'Île-de-France, on ne trouve un taux supérieur à 0,50 % que dans quelques départements : la Haute-Savoie et le Rhône (0,68 %), l'Oise (0,65 %) qui se trouve sous l'influence démographique de l'Île-de-France, l'Isère (0,57 %), le Nord (0,55 %) et le Doubs (0,54 %).

Les gains et les pertes migratoires

Le solde migratoire est négatif dans neuf régions situées dans la partie nord de la France : l'Île-de-France (taux annuel moyen dû au mouvement migratoire : -0,53 %), le Nord- Pas-de-Calais (-0,42 % de 1990 à 1999), la Champagne-Ardennes (-0,39 %), la Lorraine (- 0,33 %), la Haute-Normandie (-0,23 %), la Franche-Comté (-0,18 %), la Picardie (-0,17), la Bourgogne (-0,04 %) et la Basse-Normandie (-0,07 %). En revanche, le Sud connaît ce que j'ai appelé l'héliotropisme positif, tout particulièrement en Languedoc-Roussillon (taux moyen annuel d'entrées-sorties de 0,81 %), Midi-Pyrénées (0,48 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (0,40 %).

En considérant les quarante et un départements à un solde migratoire négatif entre 1990 et 1999, les chiffres les plus élevés se constatent dans le Nord (108800), le Pas-de-Calais (42400), la Seine-Maritime (39000), Paris (36300), la Loire (31500), le Rhône (27700), la Moselle (25300), la Meurthe-et-Moselle (23000), l'Aisne (perte de 17600), la Marne (15900), les Ardennes (14900), la Saône-et-Loire (13900 habitants), la Haute- Marne (12700)...

La concentration urbaine

Comment expliquer toutes ces évolutions ? Plusieurs effets principaux méritent d'être soulignés. Le premier est l'effet métropole, lié à la force d'attraction des grandes villes dans nos sociétés contemporaines. J'ai défini la métropolisation comme " l'exercice de forces centripètes conduisant à la concentration des activités et des hommes dans les espaces urbains les plus peuplés, tandis que les villes moyennes et les espaces ruraux éloignés perdent, au moins relativement, leur vitalité ". La métropolisation résulte principalement de trois facteurs. Le premier touche aux évolutions économiques : le besoin d'emploi localisés du fait de contraintes naturelles a perdu de sa force, avec la diminution de l'emploi agricole, puis de l'emploi industriel, qui s'était installé, à l'origine, près des sources d'énergie ; la productivité agricole a libéré de la force de travail disponible pour des activités nouvelles de type tertiaire ; la productivité industrielle a ensuite exercé les mêmes effets. Or le tertiaire recouvre des activités de service et d'échange qui peuvent se développer de façon plus intense là où les densités sont les plus fortes.

Le second facteur de la métropolisation tient à la nécessité croissante, pour les individus et plus encore pour

les couples, d'avoir accès à un large marché de l'emploi, compte tenu des besoins de mobilité professionnelle. En même temps, les couples aspirent à un marché de l'emploi suffisamment diversifié pour ouvrir des métiers différents à l'homme et à la femme, car ceux-ci, comme c'est souvent le cas, n'ont pas les mêmes qualifications.

Troisième facteur, les communications. Les nouveaux modes de transport — tgv, tramways — structurent l'espace et favorisent les territoires urbains. En particulier, en dépit des efforts d'investissement de certaines régions dans les transports express régionaux, le tgv se révèle un puissant transport interurbain, délaissant sur son passage les territoires intermédiaires. Les chiffres indiquent par exemple comment le tgv le plus utilisé, Paris-Lyon, concourt à l'essor des deux agglomérations sans guère bénéficier aux régions traversées, comme la Bourgogne, dont la population n'augmente pas.

Dans presque toutes les régions, le processus de métropolisation conduit à une centralisation démographique dans le département-capitale. Ainsi, la Haute-Vienne où se trouve Limoges, pesait 45,3 % de la région Limousin en 1962 : elle n'a cessé de progresser relativement pour avoisiner les 50 % en 1999 ; la Gironde, 40,5 % de l'Aquitaine en 1962, atteint désormais 44,3 % ; le Loiret, 20,9 % de la région Centre, atteint 25,3 % ; la Côte d'Or, auparavant 26,9 % de la région Bourgogne, atteint 31,5 %. La concentration nationale avait été résumée en 1947 par le fameux titre de Jean-François Gravier Paris et le désert français. Dans la plus grande région française par sa superficie, Midi-Pyrénées, le département de Haute-Garonne — 14 % du territoire régional —, pèse démographiquement 41 %. Ce qui conduit l'ancien président de la région à s'inquiéter d'une situation qui se résumerait par Toulouse et le désert midi-pyrénéen.

La " litturbanisation "

L'effet littoral est le deuxième effet attesté par les résultats du recensement de 1999. Il s'exerce essentiellement sur les littoraux atlantiques et méditerranéens, tant en zone littorale qu'en zone sublittorale. On peut résumer ce phénomène de densification humaine à proximité de l'Océan et de la mare nostrum, par le néologisme " litturbanisation ". Le processus, confirmé en examinant le taux d'accroissement total des populations des départements, est surtout évident en considérant les mouvements d'entrées-sorties, nettement moins apparent au regard des taux d'accroissement naturel.

De l'Ille-et-Vilaine aux Pyrénées-Atlantiques et des Pyrénées-Orientales aux Alpes-Maritimes, tous les départements gagnent des habitants par migration. Les gains éventuels des départements continentaux contigus sont nettement moindres, sauf pour le Var par rapport aux Bouches-du-Rhône. Le phénomène est parfaitement résumé sur la façade atlantique : la Loire-Atlantique, la Vendée, la Charente-Maritime, départements littoraux, attirent des populations tandis que les départements contigus, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres et Charente ont des soldes migratoires négatifs.

L'effet frontière

Troisièmement apparaît l'effet frontière. À l'heure de l'Union européenne, il ne joue pas dans le Nord, en Champagne-Ardenne, en Lorraine ni en Franche-Comté, dont tous les départements perdent des habitants par migration. En revanche, les régions Alsace, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur ont des taux d'accroissement totaux égaux ou supérieurs à la moyenne nationale et des évolutions migratoires particulièrement favorables. Dans le massif alpin, l'effet frontière doit parfois son importance à l'effet montagne, comme dans les Alpes de Haute-Provence, ou à l'effet littoral, comme dans les Alpes-Maritimes. En effet, ce dernier département enregistre plus de décès que de naissance mais, grâce à un important apport migratoire, se classe parmi les trente départements ayant le taux d'accroissement total le plus élevé.

Le dépeuplement

Enfin, il faut souligner l'importance des effets conduisant à la perte de population dans certains

départements. Ils sont en effet de deux natures selon qu'ils sont commandés par le mouvement naturel ou par le mouvement migratoire. Dans les départements du Nord-Est (Ardennes, Meuse, Vosges. ...), l'effet émigration industrielle continue à s'exercer et l'excédent naturel positif ne parvient pas à équilibrer le déficit migratoire. En revanche, dans plusieurs départements du Massif central (Indre, Creuse, Corrèze...), l'éventuel excédent migratoire n'est pas suffisant pour équilibrer le déficit des naissances résultant à la fois d'une composition par âge vieillie et d'une faible fécondité. Autrement dit, l'effet vieillissement l'emporte, accentuant la faiblesse du taux de natalité, directement du fait du poids des personnes âgées dans la pyramide des âges, et indirectement en participant d'un contexte défavorable à la fécondité. Enfin, dans quelques départements s'additionnent l'effet de vieillissement et l'effet repoussement, un excédent des décès sur les naissances et un solde migratoire négatif : c'est le cas de l'Allier, du Cantal, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire, du Cher et de la Charente.

La décélération démographique des Dom

Si les quatre départements d'outre-mer enregistrent une croissance de leur population, leur situation est très contrastée. La Guyane conserve le plus fort taux d'accroissement total des départements français, bien qu'en baisse de 5,79 % par an de 1982 à 1999, à 3,58 % de 1990 à 1999. Son taux d'accroissement naturel a augmenté, mais son solde d'entrées-sorties fortement diminué. La Réunion a un taux d'accroissement total 1990-1999 pratiquement identique à celui de 1982-1990, parce que la baisse de l'excédent naturel est compensée par la hausse de l'apport migratoire.

En Guadeloupe et Martinique, le mouvement naturel est également en baisse, tandis que le mouvement migratoire, auparavant positif, devient négatif. Aussi le taux d'accroissement total diminue dans des proportions importantes.

Une indéniable dérive

Au total, le vieillissement de la population de la France s'inscrit dans de profonds changements géographiques. La dualité majeure distingue des territoires se trouvant sous des influences métropolitaines, et bénéficiant en conséquence d'apports jeunes favorisant le mouvement naturel en dépit d'une faible fécondité, et des territoires éloignés des principales métropoles marqués par la dépopulation. Au regard du nombre de départements concernés, le bilan du recensement 1999 met en évidence une augmentation des surfaces de cet espace qui risquerait, si l'on y prend garde, de devenir, à l'image du tiers état, un " tiers-espace " ignoré. Alors que ces espaces ont besoin d'une vitalité démographique pour développer leur potentiel au profit des hommes.

Toutes ces données montrent qu'on ne peut se contenter de l'autosatisfaction qui a entouré l'annonce des résultats du recensement de 1999. Les chiffres confirment en effet plusieurs évolutions négatives. En particulier, le rang de la France dans le monde régresse. En 1979, la France figurait en quinzième place des pays les plus peuplés. En seulement vingt ans, et notamment en raison d'une fécondité inférieure au simple remplacement des générations, elle a reculé de six places et se trouve donc désormais à la vingt et unième place. Comment imaginer qu'une telle évolution ne puisse avoir des conséquences géopolitiques d'autant que la France participe à une Union européenne qui ne cesse de s'appauvrir relativement, d'un point de vue démographique, tant par rapport à la population mondiale que par rapport à celle de son principal concurrent, les États-Unis. En outre, même si les phénomènes d'inertie ralentissent le vieillissement de la France, celle-ci prend indéniablement des rides, ce qui ne peut être sans conséquences.

g.-f. d.

+ Tableau = la France parmi les 25 pays les + peuplés

(Tableau non disponible en ligne)